



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14, rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple Cedex

Savigny-le-Temple, le 04/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERMILION REP SAS

Route de Pontenx
BP 5
40160 Parentis-en-Born

Références : E/23-1773
N° Hélios : 59554
Code AIOT : 0006502522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2023 dans l'établissement VERMILION REP SAS implanté Lieu-dit LES NOUES CD 215 77720 Saint-Méry. L'inspection a été annoncée le 18/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERMILION REP SAS
- Lieu-dit LES NOUES CD 215 77720 Saint-Méry
- Code AIOT : 0006502522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

- IED : Non

Le dépôt VERMILION de Saint-Méry dit de « Chaunoy » est implanté depuis 1985 sur la commune de Saint-Méry au lieu-dit « Les Noues », au bord de la route départementale n°215. Les installations du dépôt comportent les équipements nécessaires à la séparation, au stockage et à l'expédition des produits issus de la production de pétrole brut de champ de Chaunoy. Le dépôt dispose de deux bacs de stockage de pétrole brut (huiles) dont un seul est actuellement en exploitation.

Cet établissement est soumis au régime de l'autorisation et classé Seveso "Seuil Haut" par application de la règle du dépassement direct du seuil haut de la rubrique 4511 au sens de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement. Les activités de l'établissement sont encadrées par l'arrêté préfectoral n° 2016/DRIEE/UD77/106 du 23 novembre 2016, pris à la suite de la clôture de l'instruction de la mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement, et par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021/14/DCSE/BPE/IC du 26 mars 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de l'inspection du 28/04/2022
- porter à connaissance du 05/08/2021 et récolement à l'arrêté ministériel du 24/09/2020
- maintenance des équipements de défense contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite-s qui avai(ent) été donnée-s	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	État des matières stockées-dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Dispositions générales rétentions	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.11.II	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Consignes	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.2	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
8	Dispositions en cas de fuite	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
14	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/11/2016, article 8.7.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite-s qui avai(ent) été donnée-s	Autre information
1	Réseaux de collecte	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Isolement avec les milieux	AP Complémentaire du 23/11/2016, article 4.2.4.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Point 8 – Retour d'expérience	Autre du 08/02/2017, article Point 8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Mesure de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.1	/	Sans objet
10	Dispositions applicables aux stockages extérieurs	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.4	/	Sans objet
11	Implantation	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV	/	Sans objet
12	Liste des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 23/11/2016, article 8.4.8.1	/	Sans objet
13	Maintien de l'efficacité des émulseurs dans le temps	Arrêté Préfectoral du 23/11/2016, article 8.7.2.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site VERMILION à Saint-Méry est globalement correctement exploité. La majorité des constats réalisés lors de l'inspection du 28/04/2022 sont clos, les non-conformités des inspections précédentes ont été levées dans leur totalité. Néanmoins, certains points relatifs à l'état des stocks ainsi qu'au POI méritent une attention renouvelée de la part de l'exploitant, afin d'obtenir une conformité complète au regard de la réglementation environnementale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réseaux de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53
Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux de collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 25/07/2022
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
Constats : Non-conformité n° 20200827-F2-NC4 de l'inspection du 27/08/2020 : L'exploitant ne s'assure pas, par des contrôles appropriés et préventifs, du bon état et de l'étanchéité des réseaux de collecte des effluents. Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant déclare qu'il effectuera courant 2021 un tel contrôle. Réponse de l'exploitant par courrier du 12/10/2021 : L'exploitant a fourni le rapport d'essai d'étanchéité des réseaux de collecte des effluents réalisé en juin et juillet 2021. Cependant, lors de ces essais, des tronçons n'ont pas pu être testés car des aménagements sont nécessaires afin de mettre en place les appareils de contrôle assurant la mise sous pression des tronçons. Il indique que des travaux sont planifiés afin de réaliser une campagne d'essais complémentaires en 2022. Il a également fourni le plan d'action des tuyauteries n'ayant pas pu être contrôlées et les travaux de réparation de la tuyauterie non conforme. Constat de l'inspection du 28/04/2022 : L'exploitant a présenté à l'inspection une "check-list" actualisée des derniers contrôles effectués sur les réseaux de collecte. Tous les contrôles n'ont pas pu être réalisés avant le premier trimestre 2022 tel qu'initialement prévu du fait de l'état constaté des réseaux et d'autres difficultés. L'exploitant prévoit d'effectuer ses derniers contrôles d'ici septembre/octobre 2022. → En conclusion de ce constat, l'exploitant transmettra les documents attestant du bon état et de l'étanchéité des réseaux à l'issue de la réalisation complète des contrôles figurant sur le plan d'actions prévus pour septembre/octobre 2022. Réponse de l'exploitant par courrier du 08/02/2023 : L'exploitant a transmis le dernier rapport d'essai d'étanchéité des réseaux de collecte des effluents réalisés du 25/04 au 28/11/2022 ainsi que le tableau de synthèse démontrant que l'ensemble des réseaux sont étanches. Il indique que les essais ont permis de procéder à la réfection du réseau ainsi qu'au bouchonnage de collectes inutilisées (le regard 11 et la collecte 1 vers 1A ont fait l'objet de bouchonnage béton). Post-inspection, l'exploitant a transmis les rapports attestant de la conformité des réseaux non bouchonnés. Ces éléments démontrent que l'exploitant a réalisé des contrôles appropriés et préventifs, du bon état et de l'étanchéité des réseaux de collecte des effluents en 2021 et 2022. --> La non-conformité n° 20200827-F2-NC4 de l'inspection du 27/08/2020 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/11/2016, article 4.2.4.2
Thème-s : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite-s qui avai(en)t été actée-s : Lettre de suite préfectorale • date d'écheanced'échéance qui a été retenue : 25/07/2022
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Non-conformité n° 20200827-F2-NC3 de l'inspection du 27/08/2020 : L'entretien préventif et la mise en fonctionnement du système d'isolement du réseau de collecte des eaux polluées ou susceptibles d'être polluées de l'établissement ne sont pas définis par consigne. Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant transmet une « check-list » de contrôle dans laquelle figure le bon fonctionnement de la vanne « Sortie décanteur dépôt ». Réponse de l'exploitant par courrier du 12/10/2021 : L'exploitant affirme que le plan de surveillance et de maintenance des systèmes de collecte des eaux polluées va être établi, au plus tard, pour le premier trimestre 2022. Il indique de plus qu'un premier état initial a été réalisé en 2021 pour contrôler l'état du système de collecte. Constat de l'inspection du 28/04/2022 : Tel que précisé dans le constat précédent, l'exploitant a présenté à l'inspection une "check-list" actualisée des derniers contrôles effectués sur les réseaux de collecte du site. Tous les contrôles n'ont pas pu être réalisés avant le premier trimestre 2022 tel qu'initialement prévu du fait de l'état constaté des réseaux et d'autres difficultés. L'exploitant prévoit d'effectuer ses derniers contrôles d'ici septembre/octobre 2022. A l'issue de leur réalisation, il établira une consigne précisant les modalités d'entretien préventif des systèmes d'isolement des eaux polluées et de leur mise en fonctionnement. → En conclusion de ce constat, l'exploitant transmettra son plan de surveillance présentant les consignes d'entretien préventif et de mise en fonctionnement de ses systèmes d'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur (fréquences, modalités de réalisation) dès la réalisation complète de son plan d'action, prévue pour septembre/octobre 2022. Réponse de l'exploitant par courrier du 08/02/2023 : Les derniers contrôles d'étanchéité des collectes ayant été réalisés (voir point de contrôle précédent), l'exploitant a transmis la procédure de contrôle et d'inspection du réseau de drain ouvert dans laquelle figure le plan de surveillance et de maintenance. Ce dernier se décompose en 3 étapes : état initial, programme d'inspection et plan d'inspection. Le programme d'inspection prévoit un contrôle hebdomadaire du système d'isolement impliquant une manœuvre de la vanne de sectionnement. --> La non-conformité n° 20200827-F2-NC3 de l'inspection du 27/08/2020 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etat des matières stockées-dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème-s : Risques accidentels, État des matières stockées-dispositions spécifiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite-s qui avai(en)t été actée-s : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 25/07/2022
Prescription contrôlée : <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas</p>

échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats : Constat de l'inspection du 28/04/2022 : L'exploitant a fourni un état des stocks permettant de connaître la nature des produits stockés sur site selon leur zone de stockage:

- Les quantités étaient présentes mais nécessitent d'être revues. En effet, un calcul est nécessaire pour obtenir la quantité totale d'un produit stocké.

- De plus certaines unités (m³, tonnes, kg) ne sont pas renseignées.

- Pour les matières dangereuses classées au titre des rubriques 4XXX, la précision des différentes familles de mention de dangers sont absentes de l'état des matières stockées.

- Concernant les matières non dangereuses, l'exploitant n'a pas non plus précisé les différentes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux risques présentés en cas d'incendie.[...]

- L'exploitant ne dispose pas d'un deuxième état des stocks sous format synthétique, permettant de fournir une information vulgarisée pour répondre aux besoins d'information de la population suite à une demande du préfet.[...]

- Cet état des matières stockées n'est pas référencé dans le POI.

→ En conclusion de ces constats, l'exploitant veillera à ajouter à son état des stocks :

- une colonne précisant la quantité globale d'un produit ainsi que son unité ;

- une colonne précisant les familles de mentions de dangers pour les substances, produits, matières ou déchets relevant des rubriques 4XXX des installations classées ;

- une colonne précisant les familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux risques présentés en cas d'incendie (cette information peut être intégrée dans la même colonne que l'information précédente).

→ Il veillera également à établir un deuxième document présentant l'état des matières stockées sous format synthétique afin de fournir une information vulgarisée au préfet en cas de demande pour répondre aux besoins d'information de la population. Il se conformera au point 2 de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.

→ Enfin, l'exploitant fera mention de l'état des matières stockées dans son POI.

Réponse de l'exploitant par courrier du 25/07/2022 : L'exploitant indique que les mentions "liquide inflammable" et les phrases de dangers associées aux produits sont en cours d'implémentation dans le logiciel de gestion des stocks. Concernant la quantité globale d'un produit et son unité, il précise que ceux-ci ont été ajoutés sur l'état des stocks (une extraction du 05/07/2022 a été transmise à ce titre). Il fournit également le document d'enregistrement de l'inventaire pour les déchets selon certaines familles de mentions de dangers. Afin de permettre une lecture vulgarisée de l'état de stocks, l'exploitant dispose d'une annexe précisant les mentions de dangers de chaque produit et leur catégorie (détartrant, lubrifiant, solvant,...). Enfin, il précise que le POI sera mis à jour avant la fin de l'année 2022.

Lors de l'inspection, l'état des stocks (hors pétrole brut) présenté par l'exploitant précisait : la quantité totale d'un produit donné, l'unité associée, les familles de mentions de dangers pour les produits dangereux, les différentes caractérisations de dangerosité des déchets et les quantités associées.

Un état des stocks synthétique, permettant de fournir une information vulgarisée pour répondre aux besoins d'information de la population suite à une demande du préfet, a également été présenté. Ce document se génère automatiquement selon l'exploitant. Cependant, lors de

l'inspection l'état des stocks synthétique n'a pas pu être mis à jour, car le programme associé à la mise à jour automatique ne semblait pas fonctionner. De plus, l'outil semblait avoir été peu manipulé par l'exploitant qui n'aurait ainsi pas été en mesure de fournir un état des stocks synthétique rapidement si une demande du préfet avait été formulée à cet instant. Cela laisse penser que cet état des stocks n'est pas mis à jour quotidiennement contrairement à ce que prévoit l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04/10/10. L'exploitant a cependant précisé qu'il prévoyait de mettre à jour quotidiennement ce document, *a minima* à chaque entrée et sortie de produits. Cette mise à jour devrait être réalisée quotidiennement par le magasinier. À ce titre, une formation était planifiée pour le 23 juin 2023. L'exploitant a indiqué que l'état des stocks était disponible sur le réseau. Par ailleurs, la "procédure inventaire des matières stockées" prévoyait de transmettre l'état des stocks synthétique à la préfecture en cas de déclenchement du POI.

Non-conformité n°20230620-1 : L'état des matières stockées, en particulier sa version synthétique, n'est pas accessible à tout moment.

Non-conformité n°20230620-2 : L'état des stocks n'est pas accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage, utilisées pour réaliser l'état des stocks, et accessible dans les mêmes conditions.

Lors de l'inspection, l'état des matières stockées n'était toujours pas référencé dans le POI contrairement à ce qu'avait indiqué l'exploitant dans son courrier du 25/07/2022.

--> Le constat de l'inspection du 28/04/2022 est levé, excepté pour la mention de celui-ci dans le POI.

Enfin, l'exploitant a transmis post-inspection, un document relatif au stock des produits chimiques précisant les quantités maximales associées à chaque référence de produits afin d'éviter tout dépassement des quantités autorisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Point 8 – Retour d'expérience

Référence réglementaire : Autre du 08/02/2017, article Point 8

Thème-s : Risques accidentels, Examen détaillé d'accidents/incidents survenus sur le site depuis 2016.

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite-s qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 25/07/2022

Prescription contrôlée :

Plus précisément, l'exploitant passe en revue :

8. Les défaillances éventuelles des MMR, le retour d'expérience des incidents et accidents du site, de l'entreprise ou du groupe, et du secteur, sur les plans national et si possible international, fondé

sur une analyse des signaux forts (accidents, incidents) mais également sur celui des signaux faibles (presque accidents et anomalies).

Constats : Constat de l'inspection du 28/04/2022 : Incidents des 8 juin et 28 juillet 2020 : ces incidents concernent des fuites liées à une corrosion interne d'une ligne de recyclage (DN100) vers le séparateur. Vermilion indique que le produit véhiculé est de l'eau, la tuyauterie n'est pas soumise au suivi du vieillissement (article 5 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié, PM2I). Toutefois, les inspecteurs relèvent que les fiches d'analyse détaillées de ces incidents indiquent que ces tuyauteries véhiculent du pétrole brut (« crude oil »). Les tronçons corrodés ont fait l'objet d'un remplacement.

→ L'exploitant se réinterrogera sur la prise en compte de la ligne concernée dans le suivi du vieillissement réalisé au titre de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié, le cas échéant il justifiera de l'exclusion de celle-ci.

Réponse de l'exploitant par courrier du 25/07/2022 : L'exploitant indique que la ligne de recyclage (DN100) ayant fait l'objet de deux incidents a pour fonction de récupérer l'eau résiduelle située au fond de bac d'huile et de la transporter vers le séparateur afin d'en assurer le recyclage. Il précise que cette ligne est identifiée comme transportant exclusivement de l'eau et que, pour en assurer l'état aujourd'hui, elle ne fonctionne plus qu'une heure par jour. En effet, ce laps de temps permet d'éviter de collecter plus d'eau que celle disponible dans le bac et de transporter accidentellement des traces d'huile. Enfin, il ajoute qu'à l'issue du dernier incident, la tuyauterie en acier carbone a été remplacée par une tuyauterie en INOX, il conclut donc à une exclusion de cette ligne de recyclage du PM2I.

L'exploitant a indiqué avoir donné la consigne de faire fonctionner la pompe uniquement 1h par jour, cependant celle-ci n'a pas été retranscrite à l'écrit. Post-inspection, l'exploitant a transmis la "check-list tournée opérateur du dépôt de Chaunoy" mise à jour. Celle-ci précise la consigne suivante "arrêt pompe de recyclage Bac P18 A ou B" dont la fréquence est quotidienne.

--> Le constat de l'inspection du 28/04/2022 est clos.

Constat de l'inspection du 28/04/2022 : Incident du 23 mai 2017 : Cet incident concerne l'obstruction (par des sulfures) de la tuyauterie (DN150) permettant d'assurer le maintien d'une couverture de gaz d'inertage du bac de stockage de pétrole brut.

→ L'exploitant justifiera le délai entre la survenue de cet incident et les opérations de remise en état des soupapes de sécurité. Il prendra des dispositions pour qu'à l'avenir, une vérification du bon état des équipements de sécurité soit effectuée dans un délai raisonnable après leur déclenchement.

Réponse de l'exploitant par courrier du 25/07/2022 : L'exploitant précise que la défaillance de la ligne d'inertage du bac d'eau salée T03 a généré un relâchement de gaz par les soupapes de respiration du bac T01A qui constitue un fonctionnement normal, les soupapes de surpression/dépression n'ont ainsi pas eu à faire l'objet d'une remise en état. Il précise également que les PV de remplacement des soupapes consultés lors de l'inspection font suite à une prise d'initiative et non à une remise en état suite à une défaillance des soupapes. Il transmet des extraits de la GMAO reprenant l'historique des maintenances des soupapes depuis 2019 démontrant que des remplacements des soupapes sont réalisés dans le cadre de maintenances préventives. Par ailleurs, il précise que la tuyauterie ayant été obstruée a été remplacée en novembre 2017 et que le délai entre l'événement et le remplacement du tronçon se justifie par les différentes actions à conduire (planification, mise en œuvre, vérifications). Il ajoute que des actions d'amélioration des opérations de nettoyage de la ligne GAZ BP T01A ont été mises en

place afin de limiter la survenue d'un événement similaire.

Les améliorations citées dans le courrier du 25/07/2022 consistent en la mise en place d'un T avec bride pleine permettant ainsi un nettoyage depuis les deux côtés de la tuyauterie. L'exploitant a également réalisé une campagne de remplacement des conduites qui devrait se terminer fin juillet 2023. Il précise que ces soupapes de respiration constituent des organes de process et non de sécurité. Celles-ci sont contrôlées chaque année et font l'objet d'une vérification approfondie tous les 3 ans incluant leur tarage.

--> Le constat de l'inspection du 28/04/2022 est clos.

Constat de l'inspection du 28/04/2022 : L'exploitant réexaminera la probabilité d'occurrence liée au bouchage du réseau gaz BP à la lumière de l'incident du 23 mai 2017 et analysera, le cas échéant, l'impact sur ces scénarios accidentels, notamment d'explosion de bac.

Réponse de l'exploitant par courrier du 25/07/2022 : L'exploitant a revu la fréquence d'occurrence d'un tel événement dans le cadre de l'analyse des risques réalisée à la suite de l'événement du 23/05/2017 qui démontre qu'il n'y a pas d'impact supplémentaire sur les scénarios accidentels et notamment celui d'explosion de bac. La classe de probabilité de l'événement serait donc D au lieu de E. L'exploitant précise que la combinaison de la gravité et de la classe de probabilité réévaluée conduit toujours au résultat d'un événement acceptable selon la matrice d'évaluation de l'EDD de mars 2016. Il ajoute que, tel que précisé dans la réponse au constat précédent, des modifications ont été apportées en complément du remplacement de la tuyauterie pour réduire la fréquence d'occurrence.

L'inspection valide le calcul de probabilité présenté mais indique que le constat de l'inspection du 28/04/2022 sera clos lorsqu'une mise à jour de l'étude de dangers aura été réalisée conformément à la demande transmise par courrier du 03/04/2023. Cette mise à jour devra notamment intégrer les compléments de l'étude de dangers transmis le 05/07/2017 et notamment mettre à jour la probabilité associée au scénario d'explosion de bac.

--> Le constat de l'inspection du 28/04/2022 est clos, celui-ci étant traité par ailleurs dans le cadre du réexamen de l'étude de dangers en cours.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesure de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème-s : Risques accidentels, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite-s qui avai(en)t été actée-s : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 25/07/2022
Prescription contrôlée : <p>A. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none">• Le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;• La tenue à jour des procédures ;• Le test des procédures incident/accident ;• La formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. <p>Ces actions sont tracées.</p>
Constats : Voir annexe confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositions générales rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.11.II
Thème-s : Risques chroniques, Liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. - Entretien des rétentions L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence. Les rétentions prévues aux articles III-12, III-13 et III-14 font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation du plan de surveillance des rétentions, comportant au minimum un examen visuel régulier et un examen visuel annuel approfondi.
Constats : Des compléments au porter à connaissance du 5 août 2021 ont été apportés suite à une demande de l'inspection. Parmi ceux-ci, un récolement à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation a été transmis par courrier du 15/06/2022. Dans celui-ci, l'exploitant indique ne pas réaliser d'inspection visuelle approfondie de la rétention de l'aire de stockage de produits chimiques. À ce titre, l'action "Réaliser une IVA de l'aire de rétention annuellement" figure dans le plan d'actions dont l'échéance est fixée au 01/01/2026. Cependant, cette prescription est applicable sans délai à l'installation.
Non-conformité n°20230620-3 : L'exploitant ne définit pas, par une procédure d'exploitation, les modalités de réalisation du plan de surveillance des rétentions, comportant au minimum un examen visuel régulier et un examen visuel annuel approfondi.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.2
Thème-s : Risques accidentels, Liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel, y compris du personnel des entreprises extérieures amenées à travailler dans l'installation, pour ce qui les concerne. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction de fumer ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;

- l'obligation du document ou dossier évoqué à l'article V-5 du présent arrêté ;
- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient mobile, ou groupe de récipients mobiles, ou une tuyauterie contenant des substances ou mélanges dangereux et le cas échéant, les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article VII-1 du présent arrêté ;
- les moyens d'intervention à utiliser en cas d'incendie ;
- les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses.

Constats : Dans le récolement à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé, l'exploitant indique que le scénario d'incendie sur l'aire de stockage de produits chimiques n'est pas traité dans le POI et qu'il ne dispose donc pas de consigne précisant les moyens d'intervention à utiliser en cas d'incendie. À ce titre, l'action "Révision et mise à jour des POI. Intégration des scénarios non-traités, de la dimension des moyens nécessaires à l'extinction, des calculs des besoins, en homme, eau d'extinction, émulseur" figure dans le plan d'actions dont l'échéance est fixée au 31/12/2022. Cette prescription, applicable sans délai à l'installation, n'est toujours pas respectée par l'exploitant. En effet, celui-ci a indiqué que le scénario "feu de nappe de produits chimiques" figurait bien dans le POI mais que les moyens d'intervention n'y étaient pas mentionnés. Il a affirmé que son POI serait mis à jour en 2023 et que les moyens d'intervention en cas de feu de nappe de produits chimiques étaient déjà en place bien qu'ils ne figuraient pas dans le POI. Au cours de la visite de site les inspecteurs constatent la présence d'un canon à eau/solution mélange prépositionné à proximité de l'aire de rétention de produits chimiques.

Non-conformité n°20230620-4 : Les consignes d'exploitation ne précisent pas les moyens d'intervention à utiliser en cas d'incendie dans la zone de stockage de produits chimiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : : Dispositions en cas de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.3

Thème-s : Risques accidentels, Liquides inflammables

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

En cas de fuite d'un récipient mobile ou sur un groupe de récipients mobiles, les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

- analyse de la situation et évaluation des risques potentiels ;
- isolement du récipient ou de la palette dans les meilleurs délais si la fuite ne peut pas être

interrompue ; - mise en œuvre de moyens en vue de prévenir les risques identifiés dans l'étude de dangers ; - application des consignes prévues pour récupérer, neutraliser, traiter ou éliminer le liquide perdu et le récipient mobile ou groupe de récipients mobiles.
Constats : Dans le récolement à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé, l'exploitant indique que le scénario de fuite de produits chimiques ne figure pas dans le POI. À ce titre, l'action "Révision et mise à jour des POI. Intégration des scénarios non-traités, de la dimension des moyens nécessaires à l'extinction, des calculs des besoins, en homme, eau d'extinction, émulseur" figure dans le plan d'actions dont l'échéance est fixée au 31/12/2022. Cette prescription, applicable sans délai à l'installation, n'est toujours pas respectée par l'exploitant. En effet, la dernière version du POI ne prend pas en compte ce scénario et les dispositions prévues à l'article IV.3 de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 ne sont donc pas mises en œuvre.
Non-conformité n°20230620-5 : En cas de fuite d'un récipient mobile ou sur un groupe de récipients mobiles, l'exploitant ne met pas en place les dispositions suivantes : - analyse de la situation et évaluation des risques potentiels ; - isolement du récipient ou de la palette dans les meilleurs délais si la fuite ne peut pas être interrompue ; - mise en œuvre de moyens en vue de prévenir les risques identifiés dans l'étude de dangers ; - application des consignes prévues pour récupérer, neutraliser, traiter ou éliminer le liquide perdu et le récipient mobile ou groupe de récipients mobiles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.1
Thème-s : Risques accidentels, Liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les installations disposant de stockages en récipients mobiles soumis au présent arrêté et de réservoirs fixes soumis à l'arrêté modifié du 3 octobre 2010 appliquent les dispositions de l'article 43 de l'arrêté modifié du 3 octobre 2010 en lieu et place des dispositions du présent titre VI.</p> <p>II. - Stratégie de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du codeCode de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios définis au point III ci-dessous, pris individuellement, et nécessitant les moyens les plus importants, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature et la quantité des liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles

<p>stockés ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ; - la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation. <p>III. - Scénarios de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage extérieur ; - feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage extérieur ; - feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage couvert ; - feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage couvert ; - feu d'engin de transport (principalement les camions). <p>[...]</p> <p>Constats : Dans le récolement à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé, l'exploitant indique ne pas avoir pris en compte les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 dans sa stratégie de lutte contre l'incendie. Conformément à l'annexe 7-I-b de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, la stratégie de lutte contre l'incendie doit être mise à jour au plus tard le 1^{er} janvier 2026 pour tenir compte de ces scénarios. À ce titre, l'action "Révision et mise à jour des POI. Intégration des scénarios non-traités, de la dimension des moyens nécessaires à l'extinction, des calculs des besoins, en homme, eau d'extinction, émulseur" figure dans le plan d'actions dont l'échéance a été fixée au 31/12/2022 par l'exploitant. Cependant, cette action n'a pas encore été mise en œuvre.</p> <p>Il conviendra que l'exploitant prenne en compte les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 dans sa stratégie de lutte contre l'incendie qu'il révisera avant le 1^{er} janvier 2026.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Dispositions applicables aux stockages extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.4
Thème-s : Risques accidentels, Liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. - Pour la mise en œuvre de la stratégie incendie visée à l'article VI. I, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent au moins les valeurs données en annexe V de l'arrêté du 3 octobre 2010.</p> <p>Constats : Dans le récolement à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé, l'exploitant indique ne pas avoir défini de taux d'application pour le scénario « feu de nappe » au niveau de l'aire de stockage de produits chimiques dans le cadre de sa stratégie de lutte contre l'incendie, les valeurs données en annexe V de l'arrêté du 3 octobre 2010 ne sont donc pas respectées pour ce scénario. Tel que précisé dans le point de contrôle n°9, les scénarios relatifs aux récipients mobiles de liquides inflammables sont à intégrer dans la mise à jour de la stratégie de lutte contre l'incendie au plus tard le 1^{er} janvier 2026. À ce titre, l'action "Révision et mise à jour des POI. Intégration des scénarios non-traités, de la dimension des moyens nécessaires à l'extinction, des</p>

calculs des besoins, en homme, eau d'extinction, émulseur" figure dans le plan d'actions dont l'échéance a été fixée au 31/12/2022 par l'exploitant. Cependant, cette action n'a pas encore été mise en œuvre.
Il conviendra que la définition du taux d'application et de la durée de l'extinction respectent les valeurs données en annexe V de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 lorsque la stratégie de lutte contre l'incendie prendra en compte les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020, et ce avant le 1^{er} janvier 2026.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV
Thème-s : Risques accidentels, Liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>1. Étude des effets thermiques</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes au dossier d'autorisation ou étude de danger.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Post-inspection, l'exploitant a transmis une "étude des effets thermiques aire de stockage des produits chimiques" du 08/12/2022 visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Celle-ci conclut que "<i>L'étude sur les effets thermiques liés à un incendie sur l'aire de produits chimique du dépôt de Chaunoy et leur modélisation démontrent que cette aire ne peut pas provoquer des effets dominos sur les autres installations du dépôt.</i>". Par ailleurs, la distance des effets thermiques de 8 kW/m² ne sortent pas des limites de propriété du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Liste des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2016, article 8.4.8.1
Thème-s : Risques accidentels, Liste MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les cuvettes de rétention associées aux bacs de stockage de pétrole brut devront nécessaire être qualifiées de MMR (rôle majeur en cas de fuite sur un bac, pour la limitation des conséquences d'un feu de nappe et la prévention des pollutions).
Constats : L'exploitant a présenté la liste des mesures de maîtrise des risques du site. Celle-ci inclut bien la cuvette de rétention associée aux bacs de stockage de pétrole brut.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Maintien de l'efficacité de émulseurs dans le temps

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2016, article 8.7.2.2.2
Thème-s : Risques accidentels, Vérification émulseur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de justifier du maintien de la qualité et de l'efficacité des émulseurs dans le temps, en procédant si nécessaire à des analyses régulières. À ce titre, une vérification de la qualité de l'émulseur par un organisme habilité sera réalisée tous les ans. L'installation de prémélange est aménagée ou équipée de façon à pouvoir être réalimentée facilement en émulseur à partir d'une citerne routière ou de containers
Constats : Les inspecteurs ont consulté le dernier contrôle de la qualité de l'émulseur en date du 05/04/2023 attestant le bon état de conservation de celui-ci.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2016, article 8.7.2.1
Thème-s : Risques accidentels, Vérifications périodiques moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer de réunir le matériel nécessaire à l'extinction de tous les feux susceptibles de se produire dans son dépôt. Sans préjudice de la définition et de la mise en place des moyens nécessaires à l'extinction des scénarios de référence et à la protection des installations adjacentes selon les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 (article 8.7.1), l'établissement dispose à minima des moyens suivants : - 19 poteaux incendie normalisés de type incongelable, équipés d'une sortie de diamètre 100 mm et de deux sorties de diamètre 65 mm ; le bon fonctionnement de ces prises d'eau est contrôlé périodiquement ;

- une couronne d'arrosage en mousse sur les bacs de stockage de pétrole brut délivrant un débit minimal de 1550 L/min ;
- des déversoirs sur les sous-cuvette associées aux réservoirs de stockage de pétrole brut délivrant un débit minimal de 4000l/min par sous-cuvette.
- deux canons à mousse assurant un débit de 1750 l/min (positionnés au niveau des différents bacs à protéger).

Constats : Les vérifications périodiques des équipements participant à la défense incendie sont effectuées périodiquement au travers d'un test sur un scénario d'urgence (par exemple : feu de cuvette) effectué à une fréquence de 2/mois. Ces vérifications périodiques sont encadrées par un mode opératoire consulté par l'inspection. Ainsi, lors de ces vérifications, le déclenchement d'un scénario d'urgence est effectué sur l'automate incendie. Une check-list permet de vérifier les différents éléments lors de cet essai (par exemple : fermeture de vannes, mise en eau des équipements concernés par le scénario, vérifications sur les groupes motopompes).

L'inspection a consulté le classeur regroupant les vérifications périodiques de la défense incendie. Ces vérifications sont bien effectuées 2 fois par mois (les deux dernières vérifications ont été réalisées le 31/05/2023 et 16/06/2023). Les inspecteurs constatent qu'il y a bien un roulement dans les différents scénarios testés et que le mode opératoire permet de vérifier le bon fonctionnement des couronnes d'arrosage des réservoirs de stockage, des déversoirs. Les deux derniers essais n'ont pas relevé d'écart sur les équipements participant à la défense incendie. L'exploitant indique que les boîtes à mousse font l'objet de vérification visuelle annuellement. Elles ne sont en revanche que testées en eau lors des décennales (bac vide).

L'inspection relève que le mode opératoire n'inclut pas de vérifications périodiques des poteaux incendie dont dispose le site. L'exploitant n'a pas défini de périodicité pour les vérifications de ces poteaux incendie et indique ne pas enregistrer les vérifications effectuées.

Non-conformité n°20230620-6 : Les poteaux incendie ne font pas l'objet d'une vérification périodique définie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois